



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France
Unité territoriale des Yvelines**

**Arrêté portant mise en demeure n°2014120-0002
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société SARP INDUSTRIES à Limay**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 512-33 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08-005/DDD en date du 4 janvier 2008 modifié autorisant la société SARP INDUSTRIES à exploiter à Limay, 727 route du Hazay, des installations de production de biocarburant à partir d'huiles alimentaires usagées, d'huiles végétales vierges et d'huiles et graisses animales ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 avril 2014 conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants pour l'année 2013 effectuée par la société SARP INDUSTRIES le 4 avril 2014 sur le site internet GEREP ;

Vu le plan de gestion des solvants ayant permis d'évaluer les émissions atmosphériques de méthanol de l'année 2013, transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courriel du 8 avril 2014 ;

Vu la déclaration par l'exploitant, par courriel du 8 avril 2014, de quatre incidents survenus en 2013 ayant conduit à l'émission atmosphérique de 212 tonnes de méthanol ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 30 avril 2014 ;

Considérant que le plan de gestion des solvants (PGS) 2013 établi par la société SARP INDUSTRIES évalue les émissions atmosphériques totales de méthanol de son usine de biodiesel de Limay à 408 tonnes dont 212 tonnes en émissions accidentelles alors que l'exploitant avait évalué ces émissions atmosphériques à 2 tonnes par an dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 2 octobre 2006 et complété le 1^{er} mars 2007. Ce dépassement des émissions de méthanol constitue une non-conformité aux prescriptions du chapitre 1.3 « conformité au dossier de demande d'autorisation » de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 modifié susvisé ;

Considérant que les émissions accidentelles de méthanol mentionnées par l'exploitant dans son courriel du 8 avril 2014 résultent, selon lui, de quatre incidents survenus le 15 février, le 16 mars, le 13 août et le 25 décembre 2013 qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration auprès de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Concernant le 3^{ème} incident, l'exploitant avait évoqué dans son rapport mensuel de septembre 2013 un dysfonctionnement ayant pour conséquence que de la glycérine non complètement dé-méthanolée avait alors été coulée dans le bac de produit fini 11TA101, dont l'évent est relié au biofiltre. Il n'avait pas indiqué que cet incident avait généré une émission significative de méthanol dans l'atmosphère. De plus, son courrier électronique du 8 avril 2014 décrit les circonstances des incidents et les émissions associées mais n'évalue pas les conséquences pour l'environnement et les personnes, et ne mentionne pas les mesures prises ou envisa-

gées pour éviter un incident similaire. Ce défaut de déclaration constitue une non-conformité aux prescriptions de l'article 2.5.1 « déclaration et rapport » de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 modifié susvisé ;

Considérant que les constats de l'inspection de l'environnement constituent des manquements aux dispositions du chapitre 1.3 « conformité au dossier de demande d'autorisation » et de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 modifié susvisé ;

Considérant que les éléments complémentaires transmis le 30 avril 2014 par l'exploitant n'apportent pas une garantie suffisante sur la fiabilité des données d'entrée du plan de gestion des solvants ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARP INDUSTRIES de respecter les prescriptions du chapitre 1.3 « conformité au dossier de demande d'autorisation » et de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société SARP INDUSTRIES exploitant une usine de production de biodiesel sise 727 route du Hazay sur la commune de Limay est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 4 janvier 2008 modifié :

- du chapitre 1.3 « conformité au dossier de demande d'autorisation » en :
 - transmettant une étude technico-économique visant à fiabiliser les données d'entrée du plan de gestion des solvants (fiabilité et représentativité des mesures), dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;
 - transmettant une étude technico-économique visant à réduire les émissions atmosphériques de méthanol au niveau décrit dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 2 octobre 2006 et complété le 1^{er} mars 2007 (collecte des émissions et traitement adapté), dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;
 - mettant en œuvre les mesures décrites dans l'étude technico-économique pour réduire les émissions atmosphériques de méthanol au niveau décrit dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, dans le délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 2.5.1 « déclaration et rapport » en :
 - transmettant une analyse des effets des incidents survenus en 2013 pour l'environnement et les personnes, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, en évaluant l'impact sanitaire ;
 - transmettant une déclaration des incidents intégrant les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire, dans le délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté ;
 - déclarant sans délai tout nouvel incident.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société SARP INDUSTRIES et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
 - sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - maire de la commune de Limay,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
 - directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le

30 AVR. 2014

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le chef de l'unité territoriale des Yvelines

Henri KALTEMBACHER

